



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2015

1 – Attestation du responsable

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le 1^{er} semestre 2015 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Les Sorinières
Le 20 octobre 2015
Le Président du Directoire
Rémy LESGUER

2 – Rapport semestriel d'activité – 30 juin 2015

Mise en redressement judiciaire de la société Vet'Affaires

A la suite de l'échec des négociations menées avec les créanciers bancaires du Groupe, celui-ci a sollicité l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire. La société VET AFFAIRES a ainsi été placée en redressement judiciaire avec une période d'observation de 6 mois par jugement du Tribunal de commerce de Paris en date du 23 juillet 2015.

Les filiales suivantes du Groupe ont également été placées en redressement judiciaire avec une période d'observation de 6 mois:

- CENTRAL VET : 1er septembre 2015
- YVET : 9 septembre 2015
- PM DIS : 23 septembre 2015

Le Groupe travaille à la construction d'un plan de continuation qui sera présenté au Tribunal de Commerce de Paris

La continuité d'exploitation de l'activité du Groupe relève désormais d'une décision indépendante du Groupe.

C'est dans ces conditions que le Directoire du 19 octobre 2015 a arrêté les comptes consolidés résumés au 30 juin 2015 en IFRS sous le principe de continuité d'exploitation et a autorisé leur publication.

Ils intègrent les conséquences financières de la fermeture de 12 magasins (10 magasins en location-gérance, 2 magasins en franchisés propriétaires) intervenues en cours du 3^{ème} trimestre 2015.

2-1- Evénement significatifs de la période

Le Groupe a ouvert un nouveau magasin dans la ville de Saint Omer (Dept. 62) ce qui porte à 135 le nombre total de magasins dans le réseau. Tous les magasins sont franchisés et 14 sont propriétaires de leurs fonds de commerce.

2-2- Activité et résultat au 30 juin 2015

Le chiffre d'affaires du groupe est de 52 307 k€ et se décompose comme suit :

- Ventes en magasins : 45 251 k€
- Loyers de location gérance (LG) : 4 776 k€
- Redevances de franchise (FR): 1 386 k€
- Ventes en gros : 0 k€
- Internet : 696 k€
- Droits d'entrée franchise : 10 k€
- Autres : 188 k€

Ventes en magasins :

Le chiffre d'affaires des ventes en magasin est de 45 251 k€ contre 51 138 k€ au 1^{er} semestre 2014.

L'évolution de ce chiffre d'affaires, à périmètre comparable, apparaît en baisse de 12,8%. Le prix moyen du produit est de 5,0 € TTC avec un panier à 21,7 € TTC.

Une carte d'adhérent intitulée « Carte Club » a été lancée en 2013. Depuis octobre 2014, le prix de la carte club est passé de 6€ TTC à 4€ TTC. Elle offre de nouveaux avantages et est devenue une carte à points depuis le 1^{er} trimestre 2015. Près de 200 000 cartes ont été vendues au 1^{er} semestre 2015. Les revenus liés à la carte sont lissés par douzième et représentent sur ce semestre 739k€ de chiffre d'affaires inclus dans les ventes en magasin.

Ventes en gros :

Les comptes consolidés 2015 n'intègrent pas l'activité de notre filiale de Vente en Gros (cf. paragraphe 2.4).

Internet :

Les ventes sont de 696 k€ contre 747 k€ au premier semestre 2014.

Marge brute :

La marge brute du groupe s'établit à 54,5 % contre 54,1 % au 1^{er} semestre 2014. La décomposition de cette marge est la suivante :

	Magasins	Internet	LG + FR + Autres	Total
Chiffre d'affaires	45 252	696	6 359	52 307
Marge Brute k€	21 898	315	6 277	28 490
Marge %	48,4%	45,3%	98,7%	54,5%

La marge brute magasins apparaît à 48,4% contre 51,1% au 1^{er} semestre 2014 (inclus « Carte Club »).

Excédent brut d'exploitation :

Les charges externes s'élèvent à 28 007 k€ contre 31 126 k€ au 1^{er} semestre 2014 incluant respectivement 18 100 k€ et 19 547 k€ de commissions de dépôt vente versées aux franchisés ainsi que 5 017 k€ et 5 297 k€ de loyer commerciaux. La baisse des charges externes est principalement liée à la déconsolidation d'une filiale du Groupe à compter du 1^{er} janvier 2015, à la baisse de l'activité et donc des charges liées à celle-ci. La baisse des charges de loyers s'explique également par la cession de certains fonds de commerce aux franchisés exploitants au cours du 2nd semestre 2014.

Les impôts et taxes s'élèvent à 1 597 k€ contre 1 770 k€ au 1^{er} semestre 2014 (les taxes foncières sont provisionnées pour la totalité de la charge de l'année selon l'IFRIC 21).

Les charges de personnel s'élèvent à 2 181 k€ contre 2 635 k€ au 1^{er} semestre 2014.

L'excédent brut d'exploitation ressort en perte de 3 295 k€ contre une perte de 1 758 k€ au 1^{er} semestre 2014.

Résultat net :

Le résultat opérationnel est une perte de 8 052 k€ contre une perte de 4 990 k€ au 1^{er} semestre 2014.

Le résultat net d'ensemble est une perte de 9 822 k€ contre une perte de 4 946 k€ au 1^{er} semestre 2014.

Le résultat net part de groupe est une perte de 9 758 k€ après une perte minoritaire de 64 k€ (internet) contre une perte part de groupe de 4 624 k€ au 1^{er} semestre 2014.

2-3- Structure financière

Situation de l'endettement au regard du volume et de la complexité des affaires :

Le Groupe Vêt 'Affaires a recours à un endettement à court terme sous forme de découverts bancaires pour financer, à certaines périodes, son stock de marchandises. Par le passé, le groupe avait recours à un endettement à moyen terme pour financer l'acquisition de nouveaux magasins (durée : 5 ans) qui sont aujourd'hui portés par les franchisés propriétaires de leur fonds de commerce.

Le niveau des stocks et le niveau de trésorerie sont liés.

La décomposition de cet endettement est la suivante :

En K€	30/06/2015	31/12/2014
Stocks nets	29 743	32 257
Dette MT à l'origine (1)	4 488	5 482
Dette CT nette (2)	13 145	11 872
Total Dette nette (+) ou Trésorerie (-)	17 633	17 354

(1) *inclus location financement*

(2) *concours bancaires, billets de trésorerie et trésorerie active*

Le détail des variations de trésorerie et de la dette figure dans le tableau des flux de trésorerie. Les dettes sont exprimées par un chiffre positif. La présence d'un signe négatif traduit un excédent de trésorerie. La dette nette à court terme est calculée par différence entre la dette à court terme et la trésorerie positive.

2-4- Principe de consolidation et relation du Groupe avec une de ses filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages de celles-ci. Le contrôle est présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote.

Les filiales sont consolidées à partir du moment où le Groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe. Le Groupe ne comprend aucune entité détenue conjointement qualifiée d'«Entreprise Associée» ou « Coentreprise ».

Les soldes bilanciaux et les produits et charges résultant de transactions intragroupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Le périmètre de consolidation et la liste des mouvements intervenus au sein de ce périmètre au cours du premier semestre 2015 sont fournis en note 4.

2-5 – Sortie d'une filiale

Le Groupe VET AFFAIRES a perdu le contrôle d'une de ses filiales, réalisant une activité de vente en gros, qui restera inconnue pour des raisons de confidentialité. La direction de cette société est assurée par des gérants, actionnaires minoritaires, n'appartenant pas au Groupe Vet Affaires.

En outre, aucune information financière n'a été communiquée au Groupe sur le 1er semestre 2015, et les comptes 2014 n'ont pas été approuvés.

Le Groupe estime avoir perdu le contrôle de ladite société en date du 1er janvier 2015.

Partant de ces constats, il a été décidé de procéder à la déconsolidation de cette filiale en date du 1er janvier 2015.

Le Groupe détient une participation majoritaire de 51 % dans cette société dont les comptes étaient intégrés aux comptes consolidés selon la méthode de l'intégration globale au 31 décembre 2014.

L'impact de cette déconsolidation sur les capitaux propres se chiffre à – 165 K€. L'exposition résiduelle du Groupe face à cette société est de 0 €.

2-6 – Réorganisation du parc de magasins

A la suite des événements survenus au cours du 1er semestre 2015, le Groupe a débuté sa réorganisation de son parc de magasins. A fin septembre 2015, 12 magasins ont été fermés. L'impact de ces fermetures sur les comptes est résumé ci-après :

- Dépréciation des immobilisations corporelles de manière à conserver au 30 juin 2015 une valeur nette comptable égale à la dotation aux amortissements du 1er juillet 2015 jusqu'à la date de fermeture effective ;
- Dépréciation totale du fonds de commerce le cas échéant ;
- Dépréciation du dépôt de garantie s'il excède la dette fournisseur afférente ;

Le stock restant à la date de fermeture a été transféré dans les autres magasins du réseau. Aucune dépréciation spécifique n'a été constatée à cet effet.

Le Groupe est actuellement en cours de négociation pour mettre fin aux baux commerciaux concernés. Aucune provision au titre des loyers restants à payer jusqu'au terme du bail n'a été comptabilisée.

Le Directoire
Le 19 octobre 2015

3 – Comptes consolidés au 30 juin 2015

I- BILAN CONSOLIDE

ACTIFS <i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	30/06/2015 6 mois <i>IFRS</i>	31/12/2014 12 mois <i>IFRS</i>
Actifs non courants			
Ecarts d'acquisition	5.2	113	113
Immobilisations incorporelles	5.2	2 753	3 245
Immobilisations corporelles	5.3	10 691	13 258
Autres actifs financiers non courants		2 520	2 578
Impôts différés	5.5	379	1 995
TOTAL ACTIFS NON COURANTS		16 457	21 189
Actifs courants			
Stocks	5.4	29 743	32 257
Créances clients et comptes rattachés		2 422	3 720
Autres créances		4 889	4 589
Etat - IS à recevoir		471	1 522
Acomptes versés		51	57
Trésorerie et Equivalents de trésorerie		2 218	2 999
TOTAL ACTIFS COURANTS		39 794	45 144
TOTAL ACTIF		56 251	66 333

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	<i>Notes</i>	30/06/2015 6 mois <i>IFRS</i>	31/12/2014 12 mois <i>IFRS</i>
Capitaux propres			
Capital		7 984	12 172
Réserves liées au capital / Autres réserves		34 900	34 900
Actions propres		-93	-110
Réserves consolidées		-2 425	-3 106
Report à nouveau		-10 307	0
Résultat groupe		-9 758	-13 898
Capitaux propres - Part Groupe		20 301	29 958
Participations ne donnant pas le contrôle		-290	-69
TOTAL CAPITAUX PROPRES		20 011	29 889
Passifs non courants			
Dettes financières portant intérêts		1 361	2 241
Provisions et avantages au personnel		596	1 820
TOTAL PASSIFS NON COURANTS		1 957	4 061
Passifs courants			
Dettes financières à court terme		18 493	18 112
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		11 802	9 704
Autres dettes fiscales et sociales		2 764	2 687
Etat - IS à payer		0	0
Autres dettes		1 224	1 880
TOTAL PASSIFS COURANTS		34 283	32 383
TOTAL PASSIF		56 251	66 333

Les Notes 1 à 8 font parties intégrantes des Etats Financiers

II- COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	2015 6 mois <i>IFRS</i>	2014 6 mois <i>IFRS - retraité IFRIC (1)</i>
CHIFFRE D'AFFAIRES NET		52 307	62 415
<i>Dont location gérance</i>		4 778	5 310
Achats consommés marchandises et m.p		22 969	28 186
Dépréciation des stocks		848	455
MARGE BRUTE		28 490	33 774
Charges externes		28 007	31 126
Impôts et taxes		1 597	1 770
Charges de personnel		2 181	2 635
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION		-3 295	-1 758
Dotations aux amortissements et dépr. (net)		4 662	2 240
Autres charges opérationnelles		261	1 488
Autres produits opérationnels		166	496
RESULTAT OPERATIONNEL		-8 052	-4 990
Coût de l'endettement financier net		225	354
Autres produits et charges financiers		84	21
RESULTAT AVANT IMPÔTS		-8 193	-5 323
Charge d'impôts sur le résultat		1 628	-377
RESULTAT NET		-9 822	-4 946
Revenant aux actionnaires minoritaires		-64	-322
Revenant aux actionnaires de la société Mère		-9 758	-4 624
Résultat par action			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation		1 582 475	1 582 537
Résultat de base par action (en euros)		-6,17	-2,92
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires		1 582 475	1 582 537
Résultat dilué par action (en euros)		-6,17	-2,92

(1) Retraitement IFRIC - cf note 8

Les Notes 1 à 8 font parties intégrantes des Etats Financiers

III- AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

<i>(en milliers d'euros)</i>	2015	2014
	6 mois	6 mois
Résultat net de la période	-9 822	-4 946
Ecart de conversion	9	0
Variation de la juste valeur des instruments financiers	-88	63
Total des éléments recyclables du résultat global	-79	63
Total des éléments non recyclables du résultat global		0
Total gains et pertes inscrit directement en capitaux propres	-79	63
Résultat global total de la période	-9 901	-4 883
Dont part revenant aux propriétaires de la société mère	-9 837	-4 561
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	-64	-322

Les Notes 1 à 8 font parties intégrantes des Etats Financiers

IV- TABLEAU CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(en milliers d'euros)</i>	2015	2014
	6 MOIS	6 MOIS
	<i>IFRS</i>	<i>IFRS</i>
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net avant impôt	-8 130	-4 200
Part des minoritaires dans le résultat des sociétés intégrées	-64	-296
<i>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation</i>		
Dépréciation et dotations aux amortissements	2 665	1 685
Dotations nettes de reprises de provisions	-759	247
Elimination des plus-values de cessions des actifs cédés	-10	126
Variation du BFR lié à l'activité (1)	5 591	1 610
Trésorerie brute générée par les opérations d'exploitations	-707	-828
Impôts sur les bénéfices payés	0	-223
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitations	-707	-1 051
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-36	-5
Acquisition d'immobilisations corporelles	-438	-361
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	38	110
Acquisition autres actifs financiers non courants	-52	-33
Cession ou réductions des autres actifs financiers non courants	59	227
Trésorerie nette affectée aux acquisitions de titres	0	0
Variation dettes sur immobilisations et comptes rattachés	72	-215
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissements	-357	-276
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Sommes reçues des actionnaires suite à une augmentation de capital	0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la mère	0	0
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires	0	0
Augmentation et diminution des actions propres	-2	-39
Trésorerie initiale de la filiale déconsolidée	190	0
Nouveau billet à ordre	31	0
Nouvelles dettes financières	0	400
Remboursement de dettes financières	-1 432	-1 652
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement	-1 213	-1 291
Incidence des variations de taux de change	0	0
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	-2 276	-2 618
Trésorerie à l'ouverture	-10 866	-8 277
Trésorerie à la clôture	-13 142	-10 896
Détail de la trésorerie à la clôture		
- Disponibilités	2 218	2 616
- Concours bancaires courants	-15 360	-13 512
<i>(1) Détail du BFR</i>		
Variation de stocks net de provisions	2 044	2 191
Variation des créances nettes de provisions	-799	-517
Variation des dettes d'exploitation	4 346	-65
Variation du BFR lié à l'activité	5 591	1 610

Les Notes 1 à 8 font parties intégrantes des Etats Financiers

V- VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capitaux Propres - Part du Groupe					Intérêts minoritaires	TOTAL
	Capital	Autres réserves	Actions propres	Réserves consolidées	Résultat Groupe		
Au 01.01.2014	12 172	35 124	-120	-3 324	54	862	44 768
Affectation Résultat 2013	0	-224	0	278	-54	0	0
Ecart de conversion	0	0	0	0	0	0	0
Juste valeur Inst.financiers	0	0	0	0	0	0	63
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	0	0	0	0
Résultat exercice 2013	0	0	0	0	-4 107	-296	-4 403
Résultat global total de la période	0	0	0	0	0	0	0
Dividendes distribués	0	0	0	0	0	0	0
Retraitement Actions propres	0	0	-25	0	0	0	-25
Opérations en capital	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0	0
Au 30.06.2014	12 172	34 900	-145	-3 047	-4 107	567	40 402
Au 01.01.2015	12 172	34 900	-110	-3 106	-13 898	-69	29 889
Affectation Résultat 2014	0	0	0	-13 898	13 898	0	0
Ecart de conversion	0	0	0	-9	0	0	-9
Juste valeur Inst.financiers	0	0	0	0	0	0	0
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	0	0	0	-9	0	0	-9
Résultat exercice 30/06/2015	0	0	0	0	-9 758	-64	-9 822
Résultat global total de la période	0	0	0	-9	-9 758	-64	-9 831
Dividendes distribués	0	0	0	0	0	0	0
Retraitement Actions propres	0	0	18	0	0	0	18
Opérations en capital	-4 188	0	0	4 188	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	93	0	-157	-64
Au 30.06.2015	7 984	34 900	-93	-12 732	-9 758	-290	20 011

Les Notes 1 à 8 font parties intégrantes des Etats Financiers

4 – Annexe aux comptes consolidés résumés

Note 1 – INFORMATIONS RELATIVES A L'ENTREPRISE

Côtée sur NYSEEURONEXT (Compartiment C), VET AFFAIRES SA est une société anonyme de droit français. Le Groupe VET AFFAIRES est spécialisé dans l'importation et la distribution de vêtements et linge de maison à petit prix.

Les comptes consolidés résumés au titre du 1^{er} semestre 2015 reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales (ci-après « Le Groupe »).

Mise en redressement judiciaire de la société Vet Affaires

A la suite de l'échec des négociations menées avec les créanciers bancaires du Groupe, celui-ci a sollicité l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire. La société VET AFFAIRES a ainsi été placée en redressement judiciaire avec une période d'observation de 6 mois par jugement du Tribunal de commerce de Paris en date du 23 juillet 2015.

Les filiales suivantes du Groupe ont également été placées en redressement judiciaire avec une période d'observation de 6 mois:

- CENTRAL VET : 1er septembre 2015
- YVET : 9 septembre 2015
- PM DIS : 23 septembre 2015

Le Groupe travaille à la construction d'un plan de continuation qui sera présenté au Tribunal de Commerce de Paris

La continuité d'exploitation de l'activité du Groupe relève désormais d'une décision indépendante du Groupe.

C'est dans ces conditions que le Directoire du 19 octobre 2015 a arrêté les comptes consolidés résumés au 30 juin 2015 en IFRS sous le principe de continuité d'exploitation et a autorisé leur publication.

Ils intègrent les conséquences financières de la fermeture de 12 magasins (10 magasins en location-gérance, 2 magasins en franchisés propriétaires) intervenues en cours du 3^{ème} trimestre 2015.

Note 2 – FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2015

2.1 – Evénements significatifs de la période

Le Groupe a ouvert un nouveau magasin dans la ville de Saint Omer (Dept. 62) ce qui porte à 135 le nombre total de magasins dans le réseau. Tous les magasins sont franchisés et 14 sont propriétaires de leurs fonds de commerce.

2.2 – Activité et résultat au 30 juin 2015

Le chiffre d'affaires du groupe est de 52 307 k€ et se décompose comme suit :

- Ventes en magasins : 45 251 k€
- Loyers de location gérance (LG) : 4 776 k€
- Redevances de franchise (FR): 1 386 k€
- Ventes en gros : 0 k€
- Internet : 696 k€
- Droits d'entrée franchise : 10 k€
- Autres : 188 k€

Ventes en magasins :

Le chiffre d'affaires des ventes en magasin est de 45 251 k€ contre 51 138 k€ au 1^{er} semestre 2014.

L'évolution de ce chiffre d'affaires, à périmètre comparable, apparaît en baisse de 12,8%. Le prix moyen du produit est de 5,0 € TTC avec un panier à 21,7 € TTC.

Une carte d'adhérent intitulée « Carte Club » a été lancée en 2013. Depuis octobre 2014, le prix de la carte club est passé de 6€ TTC à 4€ TTC. Elle offre de nouveaux avantages et est devenue une carte à points depuis le 1^{er} trimestre 2015.

Près de 200 000 cartes ont été vendues au 1^{er} semestre 2015. Les revenus liés à la carte sont lissés par douzième et représentent sur ce semestre 739k€ de chiffre d'affaires inclus dans les ventes en magasin.

Ventes en gros :

Les comptes consolidés 2015 n'intègrent pas l'activité de notre filiale de Vente en Gros (cf. paragraphe 2.4).

Internet :

Les ventes sont de 696 k€ contre 747 k€ au premier semestre 2014.

Marge brute :

La marge brute du groupe s'établit à 54,5 % contre 54,1 % au 1^{er} semestre 2014. La décomposition de cette marge est la suivante :

	Magasins	Internet	LG + FR + Autres	Total
Chiffre d'affaires	45 252	696	6 359	52 307
Marge Brute k€	21 898	315	6 277	28 490
Marge %	48,4%	45,3%	98,7%	54,5%

La marge brute magasins apparaît à 48,4% contre 51,1% au 1^{er} semestre 2014 (inclus « Carte Club »).

Excédent brut d'exploitation :

Les charges externes s'élèvent à 28 007 k€ contre 31 126 k€ au 1^{er} semestre 2014 incluant respectivement 18 100 k€ et 19 547 k€ de commissions de dépôt vente versées aux franchisés ainsi que 5 017 k€ et 5 297 k€ de loyer commerciaux. La baisse des charges externes est principalement liée à la déconsolidation d'une filiale du Groupe à compter du 1^{er} janvier 2015, à la baisse de l'activité et donc des charges liées à celle-ci. La baisse des charges de loyers s'explique également par la cession de certains fonds de commerce aux franchisés exploitants au cours du 2nd semestre 2014.

Les impôts et taxes s'élèvent à 1 597 k€ contre 1 770 k€ au 1^{er} semestre 2014 (les taxes foncières sont provisionnées pour la totalité de la charge de l'année selon l'IFRIC 21).

Les charges de personnel s'élèvent à 2 181 k€ contre 2 635 k€ au 1^{er} semestre 2014.

L'excédent brut d'exploitation ressort en perte de 3 295 k€ contre une perte de 1 758 k€ au 1^{er} semestre 2014.

Résultat net :

Le résultat opérationnel est une perte de 8 052 k€ contre une perte de 4 990 k€ au 1^{er} semestre 2014.

Le résultat net d'ensemble est une perte de 9 822 k€ contre une perte de 4 946 k€ au 1^{er} semestre 2014.

Le résultat net part de groupe est une perte de 9 758 k€ après une perte minoritaire de 64 k€ (internet) contre une perte part de groupe de 4 624 k€ au 1^{er} semestre 2014.

Situation de l'endettement au regard du volume et de la complexité des affaires

Le Groupe Vêt 'Affaires a recours à un endettement à court terme sous forme de découverts bancaires pour financer, à certaines périodes, son stock de marchandises. Par le passé, le groupe avait recours à un endettement à moyen terme pour financer l'acquisition de nouveaux magasins (durée : 5 ans) qui sont aujourd'hui portés par les franchisés propriétaires de leur fonds de commerce.

Le niveau des stocks et le niveau de trésorerie sont liés.

La décomposition de cet endettement est la suivante :

En K€	30/06/2015	31/12/2014
Stocks nets	29 743	32 257
Dettes MT à l'origine (1)	4 488	5 482
Dettes CT nette (2)	13 145	11 872
Total Dettes nette (+) ou Trésorerie (-)	17 633	17 354

(1) *inclus location financement*

(2) *concours bancaires, billets de trésorerie et trésorerie active*

Le détail des variations de trésorerie et de la dette figure dans le tableau des flux de trésorerie. Les dettes sont exprimées par un chiffre positif. La présence d'un signe négatif traduit un excédent de trésorerie. La dette nette à court terme est calculée par différence entre la dette à court terme et la trésorerie positive.

2.3 – Principe de consolidation et relation du Groupe avec une de ses filiales

Les filiales sont des entités contrôlées par le Groupe. Le contrôle existe lorsque le Groupe détient le pouvoir de diriger, directement ou indirectement, les politiques financières et opérationnelles de l'entreprise de manière à obtenir des avantages de celles-ci. Le contrôle est présumé exister si le Groupe détient plus de la moitié des droits de vote.

Les filiales sont consolidées à partir du moment où le Groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe. Le Groupe ne comprend aucune entité détenue conjointement qualifiée d'«Entreprise Associée» ou « Coentreprise ».

Les soldes bilanciaux et les produits et charges résultant de transactions intragroupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

Le périmètre de consolidation et la liste des mouvements intervenus au sein de ce périmètre au cours du premier semestre 2015 sont fournis en note 4.

2.4 – Sortie d'une filiale

Le Groupe VET AFFAIRES a perdu le contrôle d'une de ses filiales, réalisant une activité de vente en gros, qui restera innommée pour des raisons de confidentialité. La direction de cette société est assurée par des gérants, actionnaires minoritaires, n'appartenant pas au Groupe Vet Affaires.

En outre, aucune information financière n'a été communiquée au Groupe sur le 1er semestre 2015, et les comptes 2014 n'ont pas été approuvés.

Le Groupe estime avoir perdu le contrôle de ladite société en date du 1er janvier 2015.

Partant de ces constats, il a été décidé de procéder à la déconsolidation de cette filiale en date du 1er janvier 2015.

Le Groupe détient une participation majoritaire de 51 % dans cette société dont les comptes étaient intégrés aux comptes consolidés selon la méthode de l'intégration globale au 31 décembre 2014.

L'impact de cette déconsolidation sur les capitaux propres se chiffre à – 165 K€.

L'exposition résiduelle du Groupe face à cette société est de 0 €.

2.5 – Réorganisation du parc de magasins

A la suite des événements survenus au cours du 1^{er} semestre 2015, le Groupe a débuté sa réorganisation de son parc de magasins. A fin septembre 2015, 12 magasins ont été fermés. L'impact de ces fermetures sur les comptes est résumé ci-après :

- Dépréciation des immobilisations corporelles de manière à conserver au 30 juin 2015 une valeur nette comptable égale à la dotation aux amortissements du 1^{er} juillet 2015 jusqu'à la date de fermeture effective ;
- Dépréciation totale du fonds de commerce le cas échéant ;
- Dépréciation du dépôt de garantie s'il excède la dette fournisseur afférente ;

Le stock restant à la date de fermeture a été transféré dans les autres magasins du réseau. Aucune dépréciation spécifique n'a été constatée à cet effet.

Le Groupe est actuellement en cours de négociation pour mettre fin aux baux commerciaux concernés. Aucune provision au titre des loyers restants à payer jusqu'au terme du bail n'a été comptabilisée.

Note 3 – REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes consolidés résumés portant sur la période de six mois close au 30 juin 2015 du groupe VET AFFAIRES ont été préparés conformément à la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS telle qu'adoptée dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du Groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2014.

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 31 décembre 2014, hormis l'interprétation IFRIC 21 applicable au 1^{er} janvier 2015 (cf. Note 8 Passage des états publiés aux états retraités).

Les principes comptables retenus pour la préparation des comptes consolidés sont conformes aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne et d'application le 1er janvier 2015.

Les normes mises à jour et interprétations nouvellement applicables ne sont pas applicables au Groupe ou ont un impact non significatif sur les comptes consolidés. L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site internet de la commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

La préparation des états financiers consolidés selon les normes IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les hypothèses sur lesquelles se fondent les principales estimations sont de même nature que celles au 31 décembre 2014.

Les comptes consolidés résumés sont présentés en milliers d'euros, arrondis au millier d'euros (K€) le plus proche.

Note 4 – PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 30 JUIN 2015

4.1 – Principales sociétés incluses dans le périmètre de consolidation

Le pourcentage de contrôle des sociétés identifiées dans le tableau ci-dessous est identique au pourcentage d'intérêt. Les sociétés sont consolidées par intégration globale.

Sociétés (*)	Siège social	N° Siret	% détention directe ou indirecte	
			30/06/15	31/12/14
VET'AFFAIRES SA	112, avenue Kléber 75116 PARIS	428 646 103	-	-
CENTRAL'VET SARL	144, avenue Charles de Gaulle 92200 NEUILLY SUR SEINE	393 375 068	100,00	100,00
PM DIS SARL	140, route nationale 6 69270 ST BONNET DE MURE	428 645 824	100,00	100,00
MODA TANIO	Société de Droit Polonais	n/a	100,00	100,00
YVET SAS	9, rue du Progrès 44840 LES SORINIERES	513 981 555	78,00	78,00
FORMAT VET SARL	9, rue du Progrès 44840 LES SORNIERES	439 762 667	100,00	100,00
VILLAB SNC	25, chemin de l'Etang Long 66000 PERPIGNAN	434 757 860	76,00	76,00
MOSEL SNC	212, chemin de Vemars 77410 CLAYE SOUILLY	443 528 393	0,00	84,00

(*) Veuillez noter pour des raisons de confidentialité le caractère non exhaustif des informations données.

4.2 – Modifications intervenues dans le périmètre de consolidation

Changement de périmètre

Suite à la perte de contrôle du Groupe sur l'une de ses filiales, celle-ci a été exclue du périmètre d'intégration (Cf. Note 2.4).

Modifications du pourcentage d'intérêt sans changement de méthode de consolidation

Aucune modification n'a été effectuée au cours du 1^{er} semestre 2015.

Modifications juridiques au sein du périmètre de consolidation

La société MOSEL a fait l'objet d'une Transmission Universelle du Patrimoine (TUP) au cours du 1^{er} semestre 2015.

Note 5 – NOTES SUR LE BILAN

5.1 – Informations sectorielles

La norme IFRS 8 est appliquée par le Groupe.

Le Groupe réalise essentiellement des ventes de vêtements à des particuliers en France métropolitaine. Le seul secteur d'activité significatif identifié correspond au périmètre de consolidation pris dans son ensemble.

5.2 – Immobilisations incorporelles

	Logiciels	Droits au bail	Total
<i>Au 31 décembre 2014</i>			
Valeur nette à l'ouverture	88	3 625	3 713
Acquisitions	46	0	46
Cessions / Mises au rebut	0	-88	-88
Amortissements ou dépréciations	-65	-362	-427
Valeur nette à la clôture	69	3 176	3 245
<i>Au 31 décembre 2014</i>			
Valeur brute	1 256	3 882	5 138
Amortissements cumulés ou dépréciations	-1 187	-706	-1 893
Valeur nette comptable	69	3 176	3 245
<i>Au 30 juin 2015</i>			
Valeur nette à l'ouverture	69	3 176	3 245
Acquisitions	36	0	36
Cessions / Mises au rebut	0	0	0
Modification de périmètre	-2	0	-2
Amortissements ou dépréciations	-25	-500	-526
Valeur nette à la clôture	78	2 675	2 753
<i>Au 30 juin 2015</i>			
Valeur brute	1 286	3 882	5 168
Amortissements cumulés ou dépréciations	-1 208	-1 207	-2 415
Valeur nette comptable	78	2 675	2 753

Le groupe a décidé d'enregistrer une dépréciation pouvant s'assimiler à un amortissement à compter du 1er janvier 2013 sur une durée moyenne de 27 ans (basée sur une durée de trois baux consécutifs de neuf ans), ce qui représente 65 K€ sur l'exercice.

En outre, compte tenu des fermetures sur le 2^{ème} semestre 2015, une dépréciation complémentaire a été comptabilisée pour 435 K€ dans les comptes 2015. (cf. note 2.5)

5.3 – Immobilisations corporelles

	Immobilisations en cours	Terrains et constructions	Installations techniques	Autres immobilisations corporelles	Total
<i>Au 31 décembre 2014</i>					
Valeur nette à l'ouverture	0	2 508	2 842	10 445	15 795
Acquisitions	0	0	44	534	578
Cessions	0	0	-149	-395	-544
Amortissement ou dépréciation	0	-179	-576	-1 816	-2 571
Valeur nette à la clôture	0	2 330	2 161	8 768	13 258
<i>Au 31 décembre 2014</i>					
Valeur brute	0	6 268	6 363	25 915	38 546
Amortissement cumulé ou dépréciation	0	-3 937	-4 202	-17 148	-25 287
Valeur nette comptable	0	2 330	2 161	8 768	13 258
<i>Au 30 juin 2015</i>					
Valeur nette à l'ouverture	0	2 330	2 161	8 768	13 258
Acquisitions	50	0	25	363	438
Cessions / Mises au rebut	0	0	-9	-30	-39
Modification de périmètre	0	-737	-1	-102	-840
Amortissement ou dépréciation	0	-65	-498	-1 562	-2 125
Valeur nette à la clôture	50	1 527	1 678	7 436	10 691
<i>Au 30 juin 2015</i>					
Valeur brute	50	5 404	6 363	26 022	37 838
Amortissement cumulé ou dépréciation	0	-3 877	-4 685	-18 586	-27 147
Valeur nette comptable	50	1 527	1 678	7 436	10 691

Le retraitement des immobilisations en raison de contrat de location-financement figure dans la rubrique « Terrains et constructions ». Ces immobilisations font l'objet d'un amortissement sur la durée de vie économique estimée (20 ans), alors que la durée du contrat de location-financement a été conclue sur une durée de 10 ans. Le retraitement du contrat de location-financement de 2014 appartenait à la filiale déconsolidée.

L'impact est détaillé dans le tableau ci-après :

	30/06/2015	31/12/2014
Valeur brute	656	1 520
Amortissement	-656	-783
Valeur nette	0	737

Compte tenu des fermetures sur le 2^{ème} semestre 2015, une dépréciation complémentaire a été comptabilisée pour 435 K€ dans les comptes 2015. (cf. note 2.5)

5.4 – Stocks

	30/06/2015	31/12/2014	Variation
Valeur brute			
Marchandises	35 146	36 197	-1 051
Total	35 146	36 197	-1 051
Dépréciation			
Marchandises	5 404	3 940	1 464
Total	5 404	3 940	1 464
Valeur nette	29 743	32 257	-2 514

La dépréciation des stocks se répartit ainsi :

	30/06/2015	31/12/2014	Variation
Articles anciens	676	754	-78
Ventes post-clôture à un prix inférieur au coût de revient	1 199	916	283
Appréciation statistique de la démarque inconnue en magasins	270	270	0
Dépréciation marge interne filiale déconsolidée	613	0	613
Dépréciations incluses dans l'EBE	2 758	1 940	818
Produits destinés à être vendus à des soldeurs	2 646	2 000	646
Dépréciations incluses dans le résultat opérationnel	2 646	2 000	646
Total dépréciation	5 404	3 940	1 465

La dépréciation complémentaire sur les produits destinés à être vendus à des soldeurs figure dans le poste « dotations aux amortissements et dépréciations » à hauteur de 646 K€.

5.5 – Impôts différés

L'actif d'impôts différés s'analyse de la manière suivante :

	30/06/15	31/12/14
Impôts différés sur différences temporelles	65	73
Sous-total	65	73
Impôts différés sur retraitements de consolidation		
- Impôts différés sur le retraitement de la marge interne en stocks	-	318
- Impôts différés sur l'activation des déficits	-	1 512
- Impôts différés sur retraitements divers	314	92
Sous-total	314	1 922
Total	379	1 995

En raison de la performance des années précédentes, le Groupe a décidé de ne pas activer les déficits. Cela traduit une charge de 1 512 K€, relative à la désactivation des déficits activés au 31/12/2014.

La variation de la créance d'impôts différés actifs se décompose comme suit :

	31/12/2014	Variation de l'exercice			30/06/2015
		Résultat	Réserves	Transfert	
Impôt différé actif	1 995	-1 618	2		379

Les déficits fiscaux non activés s'élèvent à 31 131 K€ au 30 juin 2015, soit 10 719 K€ d'impôt différé non constatés. Il reste des impôts différés actifs de retraitements spécifiques de consolidations relatives à des opérations internes.

Note 6 – ENGAGEMENTS FINANCIERS

6.1 – Engagements et éventualités

6.1.1 - Engagements reçus

Aucun engagement n'a été reçu par le Groupe.

6.1.2 - Engagements donnés

	30.06.15	31.12.14
Nantissement des fonds de commerce de magasins	484	484
Emprunt soumis à des ratios financiers	808	858
Total des engagements donnés	1 292	1 342

La SARL PMDIS a consenti, envers la BECM, le nantissement de son fonds de commerce à hauteur du capital restant à rembourser, soit 484 K€.

La SA VET AFFAIRES a consenti, envers la BECM, le nantissement de son fonds de commerce à hauteur du capital restant à rembourser, soit 275 K€.

Le Groupe respecte les ratios financiers liés aux emprunts excepté pour deux emprunts.

6.2 – Dividendes

L'assemblée générale d'approbation des comptes de la SA Vêt Affaires du 30 juin 2015 a décidé de ne pas verser de dividendes au titre du résultat de l'exercice 2014.

Note 7 – EVENEMENTS POST CLOTURE

Comme évoqué dans la note 1, la société Vêt Affaires et ses filiales ont été placées en redressement judiciaire au cours du mois de septembre 2015.

Note 8 – RETRAITEMENT SUR NORME IFRIC 21

L'interprétation IFRIC 21 « Taxes », adoptée par la Commission européenne le 13 juin 2014, dont l'application obligatoire a été fixée au 1er janvier 2015, a pour objectif de clarifier la date à retenir pour la comptabilisation des passifs associés aux taxes donnant lieu à des sorties nettes de ressources et imposées par les autorités publiques (autorité locale, organisme public ou tout autre organisme local, national ou international).

Sont incluses dans le champ d'application de l'interprétation :

- Les taxes dues dont l'échéance et le montant sont certains ;
- Les taxes entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

Sont exclus du champ d'application de l'interprétation :

- Les impôts et taxes entrant dans le champ d'application d'autres normes telles qu'IAS 12 Impôt sur les bénéfices, IAS 19 R Avantages au personnel et IFRS 2 Paiement fondé sur des actions ;
- Les amendes et autres pénalités imposées pour violation de dispositions légales ou réglementaires.

La première application d'IFRIC 21 avec effet rétroactif au 1er janvier 2014 génère un impact positif en capitaux propres au 31 décembre 2014 de 190 milliers d'euros constitué des impacts du retraitement de la Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S).

Le retraitement d'IFRIC 21 sur le résultat opérationnel au 30 juin 2014 est une charge de 827 milliers d'euros ; il inclut 161 milliers d'euros de retraitement de la C3S et 623 milliers d'euros de complément de taxe foncière.

<i>(en milliers d'euros)</i>	2014 6 mois <i>IFRS - Publié</i>	Impacts IFRIC 21	2014 6 mois <i>IFRS - Retraité</i>
CHIFFRE D'AFFAIRES NET	62 415		62 415
<i>Dont location gérance</i>	<i>5 310</i>		<i>5 310</i>
Achats consommés marchandises et m.p	28 186		28 186
Dépréciation des stocks	455		455
MARGE BRUTE	33 774		33 774
Charges externes	31 126		31 126
Impôts et taxes	943	827	1 770
Charges de personnel	2 635		2 635
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION	-930		-1 758
Dotations aux amortissements et dépr. (net)	2 240		2 240
Autres charges opérationnelles	1 488		1 488
Autres produits opérationnels	496		496
RESULTAT OPERATIONNEL	-4 162		-4 990
Coût de l'endettement financier net	354		354
Autres produits et charges financiers	21		21
RESULTAT AVANT IMPÔTS	-4 495		-5 323
Charge d'impôts sur le résultat	-92	-285	-377
RESULTAT NET	-4 403		-4 946
Revenant aux actionnaires minoritaires	-296		-322
Revenant aux actionnaires de la société Mère	-4 107		-4 624
Résultat par action			
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	1 582 537		1 582 537
Résultat de base par action (en euros)	-2,60		-2,92
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires	1 582 537		1 582 537
Résultat dilué par action (en euros)	-2,60		-2,92

5 – Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2015

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Vet'Affaires relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Continuité d'exploitation

Comme indiqué dans la note 1 de l'annexe, votre société a été mise en redressement judiciaire le 23 juillet 2015 et placée en période d'observation jusqu'au 23 janvier 2016 par une décision du Tribunal de Commerce de Paris en date du 23 juillet 2015. Trois autres filiales du groupe ont également été mises en redressement judiciaire au cours du mois de septembre 2015 et placées en période d'observation pour une durée de six mois.

A ce jour, aucun élément définitif d'appréciation ne permet de prévoir l'issue de ces procédures. Il résulte de cette situation une incertitude sur la continuité d'exploitation du groupe Vet'Affaires.

En cas d'évolution défavorable des procédures de redressement judiciaire actuellement en cours, les éléments d'actifs seraient alors ramenés à leurs valeurs de réalisation estimées et les passifs portés aux montants qui apparaîtraient nécessaires pour refléter les charges que le groupe devrait encourir jusqu'à sa liquidation.

Sur la base de notre examen limité, nous ne sommes pas en mesure, en raison des faits exposés ci-dessus, de déterminer s'il existe des anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés avec la norme IAS34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés appellent de notre part les mêmes constatations que celles formulées ci-dessus.

Nantes, le 20 octobre 2015

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Franck Noël

ERNST & YOUNG et Autres
Stanislas de Gastines